

Sécurité routière

Des coachs font concurrence aux patrouilleurs scolaires

Plutôt que régler le trafic aux passages piétons, Bussigny et Tévenon responsabilisent les enfants avec des anges gardiens

Chloé Banerjee-Din

C'est la sortie des classes, vers 15 heures, à Bussigny. Les enfants qui quittent le Collège du Tombay sont hauts comme trois pommes, et pour rejoindre le quartier voisin certains on l'habitude de traverser une petite route. Comme la zone est limitée à 30 km/h, ils peuvent traverser même s'il n'y a pas de passage piétons. Mais se souviennent-ils qu'ils n'ont pas la priorité?

«C'est un endroit un peu sensible», observe Laetitia Meyer Drelon. Elle ne quitte pas les écoliers des yeux et entre en scène dès que l'un d'eux s'approche de la chaussée: «Tu te rappelles les règles? On s'arrête, on regarde des deux côtés et on ne passe que quand les roues des voitures ne bougent plus.» Depuis mi-janvier, la jeune femme est l'une des deux «patrouilleuses coachs» engagées par la Commune pour tester un concept qui se répand peu à peu en Suisse romande.

Plus de souplesse

«Nous avons des demandes des parents pour mettre en place un concept de sécurité routière, mais la solution des traditionnels patrouilleurs scolaires nous a paru trop contraignante», explique Laurent Émery, chef de service adjoint à la Cohésion sociale, enfance et culture, à Bussigny. Avec leur gilet jaune - et non rose, comme les coachs - et leur palette, les patrouilleurs scolaires sont postés uniquement aux passages piétons et avec un rôle bien précis: réguler le trafic pour aider les enfants à traverser. «Contrairement à eux, les patrouilleuses coachs ne peuvent pas faire stopper la circulation. En revanche, l'avantage est qu'ils peuvent se poster n'importe où et pas seule-



Laetitia Meyer Drelon est l'une des deux patrouilleuses coachs engagées par la Commune de Bussigny. VANESSA CARDOSO

«C'est une manière de rendre les enfants acteurs de leur sécurité, même quand il n'y a personne pour arrêter le trafic»

Laurent Émery Adjoint au chef de service de la Cohésion sociale, enfance et culture, à Bussigny

ment aux passages piétons», détaille Laurent Émery. Il désigne la zone 30 face au Collège du Tombay. «Nous n'aurions pas pu poster quelqu'un à cet emplacement, par exemple. Nous avons besoin de plus de souplesse.»

En Suisse, 60% des accidents graves impliquant des enfants se produisent en dehors du chemin de l'école. Cette statistique du Bureau de prévention des accidents est l'autre raison qui a poussé Bussigny à s'intéresser aux patrouilleuses coachs, dont le rôle est essentiellement de faire de la pédagogie et de la prévention. «C'est une manière de rendre les enfants acteurs de leur sécurité, même quand il n'y a personne pour arrêter le trafic», estime Laurent Émery.

Après dix jours sur le terrain, Laetitia Meyer Drelon observe que les enfants connaissent bien les règles de sécurité: «Mais il faut insister encore et encore, et leur apprendre à prendre les bonnes

décisions, car les automobilistes ne font pas toujours juste.»

Le concept des patrouilleuses coachs vient de Suisse alémanique et a fait son entrée en Suisse romande en 2015 à Collombey-Muraz, en Valais. Depuis, il a lentement essaimé dans le canton pour toucher dix communes aujourd'hui. En août dernier, c'est le canton de Fribourg qui s'y est mis, en introduisant des coachs pour la première fois à Riaz. Vaud n'est pas en reste, puisque Tévenon, dans le Nord vaudois adopte ce système depuis 2017 déjà, pour des raisons très pragmatiques.

Demander à la PolCant

«Nous voulions des patrouilleuses scolaires, mais n'avons pas de passages piétons! Alors la police cantonale nous a parlé de cette autre solution», explique Martine Dell'Orefice, municipale chargée des Écoles, qui est elle-même l'une des sept patrouilleuses coachs actives sur la commune.

Après une expérience de plus de deux ans, l'élue relève le côté convivial du système, qui permet d'aller à la rencontre des enfants et de leurs parents. «On nous appelle parfois les anges gardiens, mais il nous arrive aussi de devoir gronder.»

Malgré cette première expérience réussie, Bussigny n'est que la deuxième commune vaudoise à emboîter le pas à celle de Tévenon. La police cantonale, qui forme et encadre les patrouilleuses coachs, ne fait pas spécialement la promotion du concept. «Il faut qu'il y ait une demande», explique ainsi la caporale Florence Frei, chargée de communication.

À Bussigny, le concept des patrouilleuses coachs sera testé jusqu'au printemps, essentiellement pour évaluer les emplacements où leur présence est la plus pertinente. «Nous savons déjà que nous allons pérenniser cette solution dès la prochaine rentrée scolaire», indique Laurent Émery.

Si j'étais un rossignol

Par Gilbert Salem



Séjour à Lyon, soieries et crépinettes

L'antique capitale des Gaules ne rayonne, ne devient aimable et aimante en retour, que si l'on prend la peine de s'y arrêter. Au lieu de la contourner via le tunnel routier de Fourvière au trafic engourdi, s'y rendre en train (2 h 30 en TGV depuis Cornavin), poser sa valise dans un hôtel proche de Perrache, puis musarder à pied sur les places et dans les rues. Sous des façades Belle Époque repeintes avec goût, une traditionnelle «gastrosophie» des tavernes s'y aguiche en enseignes heureuses. Depuis 30 ans que je m'y rends aussi souvent qu'à Paris, il me semble qu'on respire davantage de cordialité sur les quais de la Saône qu'au bord de la Seine. Et s'il arrive aux Lyonnais d'être ronchons et frondeurs, je les ai retrouvés le 20 janvier, au lendemain de semaines d'émeutes, plutôt assagis, élégants, hospitaliers comme toujours. Surtout envers des visiteurs de Romandie, une contrée qui leur paraît familière par une orographie qui prend un tour symbolique quand, par temps clair, ils repèrent depuis la Croix-Rousse le Mont-Blanc aussi bien que nous depuis les quais de Morges. Et par une lexicologie franco-provençale qui nous fait «causer pareil»: la betterave y devient une carotte rouge, la mâche une doucette. Les crépinettes que les Vaudois appellent atriaux sont là-bas des paupiettes. Quant au mot panosse, ils ne l'appliquent pas qu'à la serpillière mais aux chiffons, ou à «quelqu'un sans tenue ni énergie»: à une chiffe molle, dirait notre Oin-Oin...

«Il me semble qu'on respire davantage de cordialité sur les quais de la Saône qu'au bord de la Seine»

C'est dire le prestige qu'ils concèdent ou dénie à toute étoffe: les Lyonnais sont ataviquement des tisserands, des «canuts», des «gonnes». Plus soyeusement dit des «soyeux». Au Musée des beaux-arts, place des Terreaux 20, une expo thématique sur l'art des plis et froissures textiles* nous renvoie aussi à la décision, en 1466, du roi Louis XI, d'implanter chez eux un carrefour européen des routes de la soie, alors fluviales. Des barques en convoi vers la Méditerranée sur des eaux de notre Rhône commun devenues turquoises, d'autres remontaient les flots bistrés de son affluent la Saône.

On achèvera son séjour au marché Saint-Antoine, sur la rive gauche de celle-ci, en y savourant un poulet bressan à peau rissolée et un ballon de morgon rouge grenat.

www.mba-lyon.fr/mba

Grande-Carîçale

«Mauvaise foi» du Canton décriée par les riverains

«ARSUD tient à rappeler qu'aucune instance judiciaire n'a prononcé un quelconque démantèlement des chalets.» Suite à la récente réponse du Conseil d'État vaudois à la question du député Philippe Cornamusaz (PLR), l'Association des riverains de la rive sud du lac de Neuchâtel (ARSUD) a taxé, vendredi, l'Exécutif vaudois de mauvaise foi. «Le gouvernement fait abstraction de la vérité juridique en faisant référence à des arrêts du Tribunal cantonal et du Tribunal fédéral. Pourtant, ceux-ci ne signifient ni ne justifient la résiliation des baux et donc la destruction des chalets en question», dit l'ARSUD. À ses yeux, le fond du problème n'a jamais été tranché, seule la forme des contrats-nature ne respectait pas la législation fédérale. Les 17 propriétaires concernés à Chabrey ont saisi le Tribunal des baux. **S.G.**

Voici le visage qu'auraient Livia et Alessia aujourd'hui

Saint-Sulpice
La Fondation Missing Children Switzerland publie les portraits réactualisés des deux sœurs enlevées à l'âge de 6 ans par leur père, le 30 janvier 2011

C'est une publication qui met mal à l'aise. Un peu. On y découvre deux adolescentes blondes et souriantes, Livia et Alessia, qui ont fêté leur quinzième anniversaire en octobre dernier. Ou qui l'auraient fêté. Car le mystère reste entier, neuf ans après la tragédie qui a bouleversé la Suisse, et bien au-delà. Celui de ces jumelles enlevées par leur père, Matthias, à Saint-Sulpice le 30 janvier 2011. Elles avaient 6 ans. Depuis ce drame, et le suicide du père le 3 février suivant en Italie, on reste sans nouvelles des fillettes.

C'est la Fondation Missing Children Switzerland, créée par la



Livia et Alessia, aujourd'hui dans leur 16^e année, pourraient ressembler à ces portraits modélisés. FONDATION MISSING CHILDREN

maman de Livia et d'Alessia, qui est à l'origine des photos réactualisées des jumelles. On ne peut s'empêcher de penser au cliché que les parents de Maddie, la petite Anglaise de 3 ans disparue au Portugal en 2007, avaient également publié deux ans après le drame. Malheureusement sans succès.



«Nous nous sommes approchés de nos homologues américains pour créer ces deux portraits. Ils ont été réalisés sur la base des photos de Livia et d'Alessia, mais aussi sur celles de leurs deux parents», explique Lucie Zimmitti, la directrice de Missing Children Switzerland. La décision de les publier a été prise en total

accord avec la maman. «Elle pense comme nous que ses filles sont toujours vivantes, bien évidemment. Tant que des corps n'auront pas été retrouvés, elle ne s'arrêtera jamais de les chercher.»

Il faut dire que neuf ans après l'enlèvement des enfants, des témoignages arrivent encore sur le bureau de la fondation. «Ces photos vont nous permettre de disposer d'une meilleure base pour les recherches», explique la directrice. La consigne est désormais la suivante: «Si vous voyez quelqu'un ressemblant à ces photos, montrez lui cet avis de disparition et les photos associées. Je reste convaincue que Livia et Alessia ont conservé des souvenirs de quand elles avaient 6 ans.»

Lucie Zimmitti appelle toutefois à la prudence. «Si vous avez une certitude sur le moment, ne vous mettez pas en situation dangereuse. Prenez une photo, consignez le lieu, la date et l'heure et contactez-nous.»

Laurent Antonoff